ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1305 - 9 juillet 1993 - prix : 9 F

RETRAITES

COTISER PLUS LONGTEMPS POUR TOUCHER MOINS

BALLADUR FAIT LES POCHES AUX RETRAITÉS !

DR

M6189 - 1305 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Retraites : Cotiser plus longtemps pour toucher moins

L'offensive du gouvernement contre les salariés ne connaît pas de répit. La semaine dernière étaient annoncées les décisions concernant la Sécurité sociale. Cette semaine, le parlement vote les mesures destinées à modifier le régime des retraites, mesures dont on connaît déjà depuis un certain temps la teneur.

A partir du moment où cette loi entrera en application – c'est-à-dire au 1er janvier 1994 – la durée de cotisation nécessaire pour avoir droit à la retraite à taux plein augmentera à raison d'un trimestre par génération de retraités. Alors qu'actuellement il fallait avoir cotisé trente-sept ans et demi pour y avoir droit, dans dix ans – c'est-à-dire pour la génération qui atteint aujourd'hui la cinquantaine – et bien évidemment pour tous ceux qui sont plus jeunes, il faudra 40 ans de cotisation. A cela s'ajoute une autre mesure, prise par décret, qui prendra comme période de référence sur laquelle est calculée le montant de la retraite, non plus, comme actuellement, le salaire moyen des dix meilleures années, mais les vingt-cinq meilleures années. Rien que cette dernière mesure devrait se traduire, selon une étude des experts de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), par une perte de 8 à 10% sur les pensions pour un salarié gagnant un peu plus de 12 000 F par mois. D'ailleurs selon ces mêmes experts ce seraient les salariés du bas de l'échelle qui seraient les plus pénalisés par l'ensemble de cette réforme. Car il s'agit, bien entendu, cette fois encore, de puiser dans la poche des plus pauvres.

Et comme d'habitude, on nous sert le sempiternel refrain sur "l'effort indispensable, sur les sacrifices nécessaires pour empêcher la catastrophe". S'il est vrai que les ministres n'en sont pas, avec la retraite, à culpabiliser les vieux en leur reprochant de vivre trop longtemps, comme ils le font pour les malades à qui on reproche de se soigner trop, ils n'en sont pas loin. Cela ne revient-il pas à ça quand le gouvernement et ses défenseurs expliquent, par exemple, que si on n'y prend garde, il y aura bientôt un actif qui "devra travailler" pour deux retraités ? Comme si les retraités étaient des parasites vivant aux crochets de la collectivité ! Comme s'ils n'avaient pas travaillé, donc cotisé, avant d'accéder, souvent bien tard, parfois même trop tard, à la possibilité de vivre autrement qu'en subissant les contraintes de l'exploitation quotidienne, pendant plus de 37 ans et bientôt ce sera 40 ! Pourtant il n'y a rien de scandaleux à ce que la société prenne en charge les plus âgés, comme elle le fait pour les enfants. C'est même normal. Cela se faisait, dans le passé, dans des collectivités que l'on dit moins évoluées qu'aujourd'hui. Rien que cela juge le système actuel.

Pourtant, oui, des parasites, des vrais, il y en a. De vrais oisifs, qui profitent du travail de la collectivité, sans rien lui donner en retour, on en rencontre. Ce sont les capitalistes, les spéculateurs, les boursicoteurs à grande échelle. Ils sont certes bien moins nombreux que les retraités, ils sont une poignée, mais à eux seuls ils accaparent les deux tiers des richesses de la société. C'est de ce côté-là qu'il y a de l'abus.

Et puis, c'est quand même un comble de voir ces mêmes profiteurs, pour maintenir leurs profits, ou même les accroître, licencier des travailleurs ou refuser d'embaucher des jeunes. A tel point que l'on s'achemine vers les trois millions et demi de chômeurs – plus d'un travailleur sur dix – et que dans le même temps, on en est à prendre des mesures qui vont se traduire par l'obligation, pour les plus âgés, de rester au travail plus longtemps. A condition toutefois que les patrons ne les licencient pas avant !

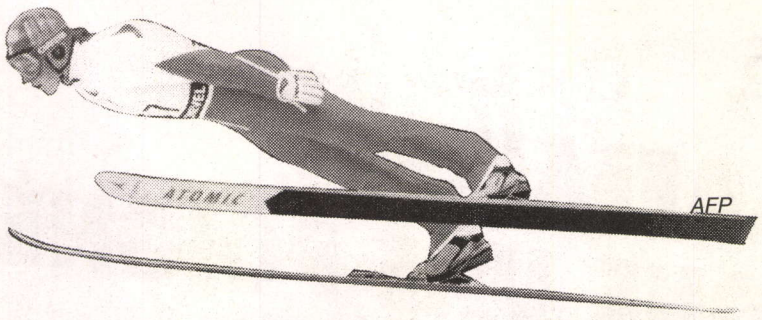
Oui, c'est absurde, socialement absurde. Mais c'est la logique d'un système économique organisé uniquement pour réaliser des profits, et qui se moque totalement de tout le reste. Satisfaire les besoins de la société n'est pas son souci.

C'est ce système-là qui mérite qu'on le mette à la retraite. Irrémédiablement et sans pension, le plus rapidement possible.

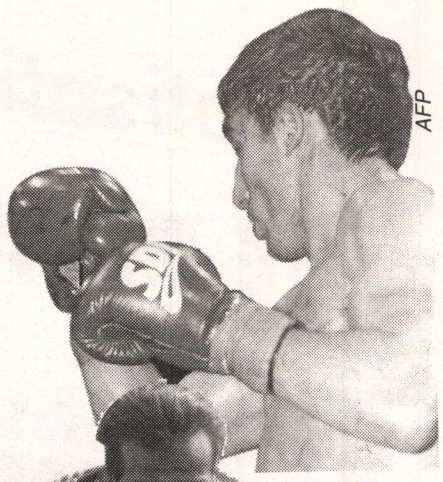
Arlette LAGUILLER

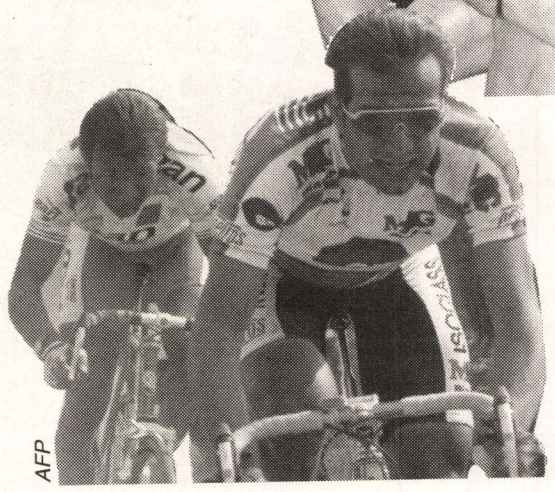
BALLADUR FAIT LES POCHES AUX RETRAITÉS !

AFP



AFP


AFP


AFP

LA FOIRE AUX MUSCLES

Les dirigeants de l'OM ont-ils acheté un ou des joueurs de Valenciennes, ou est-ce un coup monté, revanchard et politico-médiatique, de la part de Valenciennes ? Ce n'est pas nous qui le dirons.

Mais, finalement, pourquoi s'indigner tellement ? Est-ce que tout le sport professionnel, et une partie du sport prétendument amateur, n'est pas d'abord et avant tout une question de fric, comme toute la société qui nous entoure ?

Les dirigeants de clubs sportifs, les Tapie, les Berlusconi et bien d'autres, sont des hommes d'affaires. La notoriété d'un club sportif, cela vaut des milliers d'entrées payantes dans les stades. Les dirigeants achètent, pour des sommes folles, des joueurs de grande réputation. Comme des maquignons achètent du bétail !

Et quand on achète des joueurs pour qu'ils fassent gagner, il n'y a qu'un pas à franchir pour les acheter pour qu'ils fassent perdre. A partir du moment où le fric est roi, la pureté du sport est une hypocrisie de plus dans ce monde.

Qui ignore que la boxe est exemple type des paris truqués où des boxeurs étaient payés pour qu'ils se couchent. Cela aurait-il disparu aujourd'hui ? A d'autres !

Le Tour de France qui vient de démarrer, qu'est-il d'autre qu'une gigantesque foire commerciale, qu'un gigantesque support publicitaire où, pour quelques champions qui vont se faire pas mal d'argent, il y a tout le prolétariat du pédalier qui est là pour les aider, les supporter, couper le vent devant eux et tomber, ou faire tomber, à leur place. Qui peut affirmer sans rire que dans toutes ces équipes, certains ne sont pas payés pour gagner et d'autres pour perdre ?

Et le tennis, de Roland Garros à Wimbledon, en passant par toutes les grandes places du monde. Les professionnels de la raquette et de la chemise Lacoste se battent pour des prix importants, certes, mais qui ne sont rien par rapport aux recettes faites par les organisateurs. Quand on remplit Roland Garros ou Wimbledon, on peut se permettre de payer de gros cachets aux vainqueurs, et pourquoi pas, parfois, à celui qui aura laissé sa place pour rendre un peu plus intéressant le tournoi d'après.

Et le sport automobile, qu'en dire ? Toutes ces vedettes qui tournent, se pourchassent, se font des scènes, risquent leur vie et parfois la perdent, au profit des annonceurs et quelquefois des constructeurs. Qu'en dire, si ce n'est que fric et sport y sont indissolublement mêlés ?

Alors, dans l'histoire de l'OM et de Valenciennes, il n'y a guère plus de pourriture que d'ordinaire. Le sport, c'est le fric, le cirque et la foire aux muscles.

Quant à promouvoir les activités sportives auprès des jeunes, c'est peut-être vrai, mais il y aurait d'autres façons de le faire. En réalité, cela ne suscite pas énormément de vocations sportives chez les jeunes, et sûrement moins que cela ne crée de vocations de supporters brutaux, xénophobes, et dont la xénophobie s'exerce d'une ville à l'autre. Pour quelques jeunes qui acquièrent la passion du sport véritable, combien de brutes avinées cela entraîne-t-il vers les stades ?

Et ce cirque dont on nous rebat les oreilles à longueur d'année, que ce soit pour un sport ou un autre, pour la vente ou l'achat de joueurs, pour un scandale ou un autre, et qui remplit régulièrement près de la moitié des journaux télévisés sans parler de toutes les autres émissions, jouent le même rôle que les jeux du cirque chez les Romains.

Pendant que le peuple est passionné par cela, il oublie son propre sort et ne s'occupe pas de la défense de ses propres intérêts. Il cesse d'avoir les solidarités profondes qui lui sont nécessaires contre le monde de l'argent.

Pendant ce temps-là, les patrons licencient, baissent les salaires de façon de plus en plus cynique et odieuse.

Et ils le pourront sans peine tant que les discussions dans les cafés et ailleurs n'auront pour seul sujet que l'éventuelle culpabilité de l'OM.

Editorial des bulletins d'entreprises

CARTE BLANCHE À LA POLICE CONTRE MONSIEUR TOUT LE MONDE

Racontant devant la presse étrangère le débat sur l'amendement Marsaud au Sénat, amendement à la loi Pasqua qui visait à autoriser les contrôles d'identité sur la simple présomption d'avoir affaire à un étranger, Charles Pasqua a été amené à expliquer à quoi on reconnaît un étranger" !

C'est qu'évidemment l'amendement Marsaud a beau correspondre à une pratique fort courante de la police, le fameux contrôle au faciès, il pose malgré tout quelques problèmes lorsque l'on cherche à inscrire noir sur blanc de telles pratiques discriminatoires dans les textes.

D'ailleurs les critères les plus fantaisistes destinés à "démasquer" un étranger ont été évoqués à cette occasion : le port du pantalon de golf au lieu du béret basque, ou la lecture du *Washington Post* plutôt que l'absorption du litre de rouge... Pasqua a affirmé à la presse étrangère : "*Moi j'ai trouvé que cette espèce d'énumération était stupide. A quoi reconnaît-on un étranger ? Au fait qu'il n'est pas Français. Les sénateurs m'ont dit : comment sait-on qu'il n'est pas français ? J'ai dit : en lui demandant ses papiers*".

Et voilà ! Ceux qui pensent que les mesures Pasqua sont destinées à lutter contre l'immigration clandestine sont prévenus : sous prétexte de poursuivre les immigrés clandestins, c'est l'ensemble des étrangers et plus généralement l'ensemble de la population — en tout cas dans les quartiers populaires car ces messieurs de la police prennent plus de gants dans les endroits sélects — qui sera en bute à toutes sortes de tracasseries policières.

Pasqua ne vise qu'à se faire de la publicité à bon compte en misant sur les préjugés xénophobes et sécuritaires de l'électorat attiré pas la démagogie lepéniste. Son but, c'est surtout de reprendre des voix à l'extrême-droite. Mais ses mesures démagogiques officialisent, et du même coup, encouragent des pratiques policières qui n'ont malheureusement pas besoin d'être encouragées.

Alors personne, mais vraiment personne parmi les travailleurs n'a à gagner à ces mesures Pasqua qui se situent dans la droite ligne de toutes les mesures prises par tous les politiciens qui cherchent peu ou prou à chasser sur le même terrain, apparemment si payant électoralement, d'un Le Pen.

Dominique CHABLIS

Privatisations

UNE BONNE AFFAIRE POUR UNE POIGNÉE DE PATRONS MAIS UNE TRÈS MAUVAISE OPÉRATION POUR L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

La symbolique opposition parlementaire en aura été pour ses frais. En faisant appel à la procédure du 49-3 pour imposer son projet de loi sur la privatisation de 21 entreprises publiques (BNP, AGF, Aérospatiale, Elf-Aquitaine, Renault, Rhône-Poulenc, Bull, etc.), Balladur ne lui a pas laissé le temps d'exposer les quelque 3 500 amendements, destinés surtout à faire traîner les choses, qu'avaient concoctés les députés du PS et du PC.

Balladur est d'autant plus pressé qu'il a déjà, en quelque sorte, dépensé l'argent que les privatisations devraient rapporter à l'Etat, sous la forme des dizaines de milliards promis au grand patronat au fil du trimestre écoulé. Or, les promesses faites au patronat ne connaissent jamais le sort des promesses électorales.

LA PRIVATISATION, AU SERVICE DU GRAND CAPITAL

Le rapporteur du projet de loi, Griotteray, était ravi de constater que les techniques de la privatisation de 1986-1988 ont été les mêmes que celles appliquées en Espagne par le socialiste Felipe Gonzalez. Tout comme le socialiste Bérégovoy n'avait pas attendu l'actuelle privatisation du Crédit Local de France pour commencer à vendre des actions. Cela montre que les privatisations, comme les nationalisations d'ailleurs, sont surtout des solutions offertes au grand capital pour se renforcer.

Les grandes entreprises de l'aéronautique ou de l'automobile lorgnent, par exemple, sur les entreprises privatisables de leur branche, d'autant que ces entreprises ont déjà quelquefois des participations dans leur capital. Mais leur intérêt est d'autant plus vif que c'est une façon, en triant les parties profitables des entreprises publiques, de racheter des parts de marché.

Tout le monde semble s'être mis d'accord. Certains patrons d'entreprises publiques réclament la privatisation de l'entreprise dont ils ont la responsabilité, tandis que les grands patrons privés n'ont pas manqué de faire savoir, dans les allées du gouvernement, pour quelles entreprises ils entendent constituer des "noyaux durs" (la minorité de contrôle).

L'EMPRUNT BALLADUR, RELAIS VERS LA PRIVATISATION

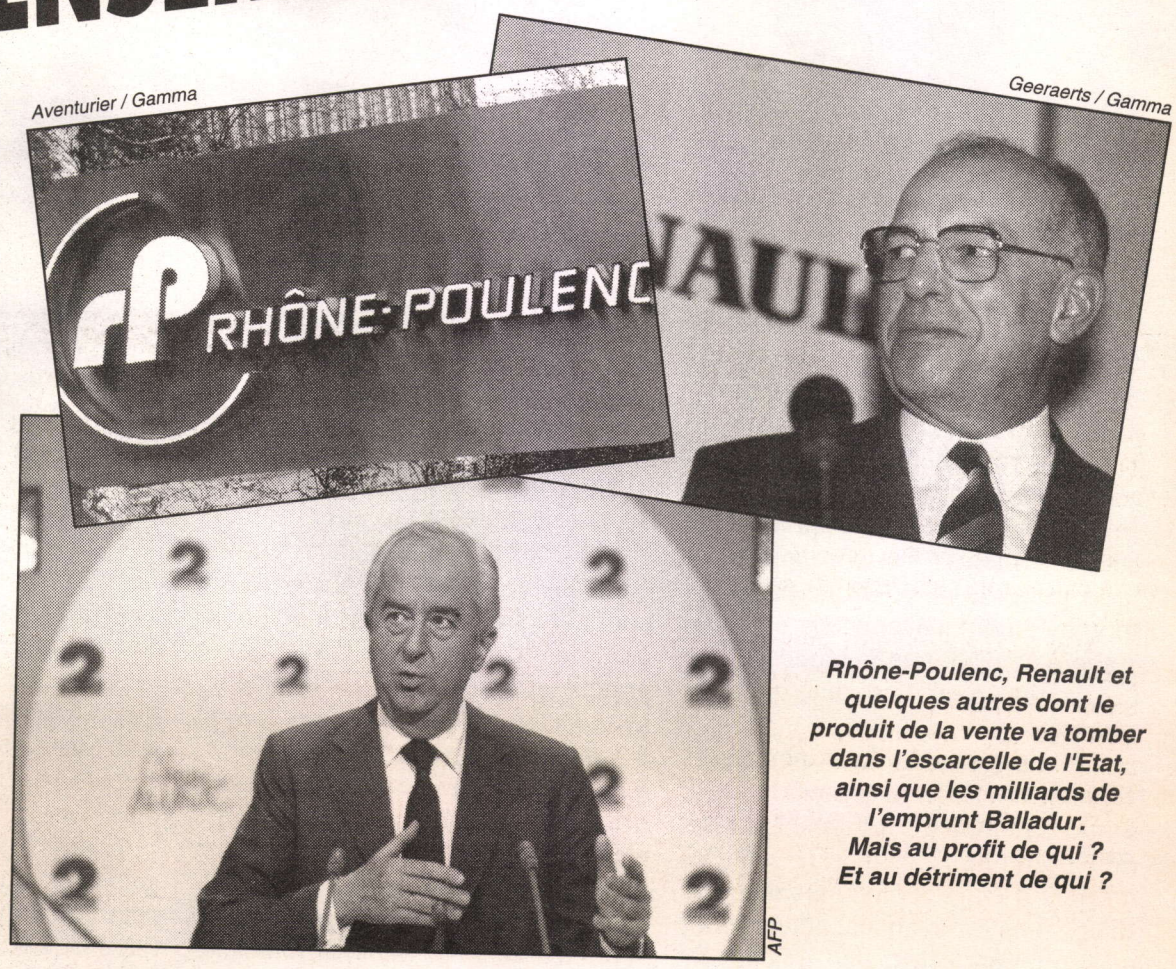
Et comme cette prise de contrôle ne nécessite pas d'être actionnaire majoritaire, le succès de l'opération impose de trouver suffisamment de petits porteurs. C'est là qu'intervient l'emprunt Balladur, qui entend attirer les capitaux placés dans les SICAV vers les actions des privatisables, grâce à quelques carottes fiscales. L'opération paraît porter ses fruits, puisque les trois quarts des souscripteurs seraient des détenteurs de SICAV convaincus, à tort ou à raison, d'en faire l'échange. La récolte atteindra, dit-on, 80 milliards de francs.

Si la moitié des détenteurs de parts de cet emprunt Balladur usent ensuite de leur faculté d'échanger leurs parts d'emprunt contre des actions des entreprises privatisables, le gouvernement n'aura pas grand mal à trouver les actionnaires dont il a besoin pour les opérations de privatisation prévues cette année (trois à six entreprises, dont le nom sera annoncé fin juillet, seraient mises en vente en septembre prochain).

Pour 1993, les privatisations devraient représenter un capital de 145 milliards, dont seulement 30 à 40 milliards proviendraient d'actionnaires français et le reste de capitaux étrangers attirés par les toilettages de bilans des entreprises privatisables, comme ce qui se passe chez Bull, où on annonce un plan social de 6 500 licenciements dans le monde, dont près de 3 000 en France.

Les ministres se mobilisent pour assurer le succès de cette opération. Alphandéry a participé à un débat devant un parterre de quatre cents investisseurs sur le thème *Réussir les privatisations*. Longuet réclame une privatisation rapide d'Elf-Aquitaine en précisant : "*Je crois qu'il y a dans l'énergie, dans la pharmacie, dans la chimie, des boîtes qui gagnent de l'argent et qui peuvent être privatisées*". Bref, ces ministres-VRP font miroiter les bonnes affaires à saisir : grande braderie, tout doit disparaître...

Evidemment, si les actions mises en vente ne trouvaient pas suffisamment de preneurs, cela constituerait un échec politique pour le gouvernement. Une opération de ce genre n'est jamais garantie. Le gouvernement britannique, pourtant promoteur de la formule, l'a déjà appris à ses dépens. Certaines de ses privatisations ont été un véritable fiasco.



Rhône-Poulenc, Renault et quelques autres dont le produit de la vente va tomber dans l'escarcelle de l'Etat, ainsi que les milliards de l'emprunt Balladur. Mais au profit de qui ? Et au détriment de qui ?

UN MOYEN DE LEVER DE L'ARGENT FRAIS À REVERSER AUX PATRONS

Mais l'échec politique se doublerait alors de difficultés financières supplémentaires. Car les privatisations sont devenues une formule permettant à l'Etat de trouver un peu d'argent frais, non seulement dans les pays sous-développés, mais également dans les pays du monde industrialisé.

Comme les autres, l'Etat français est endetté, moins à cause d'un passif provenant de la mauvaise gestion de ses prédécesseurs, comme le disent Balladur et ses ministres, que du fait que l'Etat, partout dans le monde mais en France également, soutient plus que jamais les grands groupes capitalistes. Et la privatisation est devenue un élément parmi d'autres de la cavalerie financière à laquelle se livrent les appareils d'Etat pour faire face à leurs échéances.

La privatisation, comme l'emprunt Balladur qui constitue un relais vers elle, doit permettre à l'Etat de récupérer cent cinquante ou deux cents milliards qu'il redistribuera au grand patronat. Et celui-ci touchera finalement deux fois, voire trois fois la mise.

Une première fois en mettant la main sur les parties rentables des entreprises publiques qui peuvent l'intéresser, sans avoir besoin de payer le prix fort. Une deuxième fois en n'ayant qu'à tendre la main pour retrouver sous forme d'aides l'argent récupéré par l'Etat. Et peut-être une troisième fois, si le prix de l'action a fait un bond en avant dans l'intervalle, ce qu'on avait constaté lors de précédentes privatisations. (Il suffit par exemple que leur prix de mise en vente soit sous-évalué...).

Subsidiairement, la dette publique ne sera pas dégonflée. Vraisemblablement aggravée, elle pèsera d'autant plus lourd sur l'ensemble de la population. Aussi, pour la grande majorité de la population du pays, la privatisation, en concentrant encore plus de richesses dans un nombre réduit de mains, vide encore un peu plus le reste de la société de moyens vitaux et entraîne un appauvrissement encore plus grand.

Jacques FONTENOY

Le numéro 55 de LUTTE DE CLASSE est paru

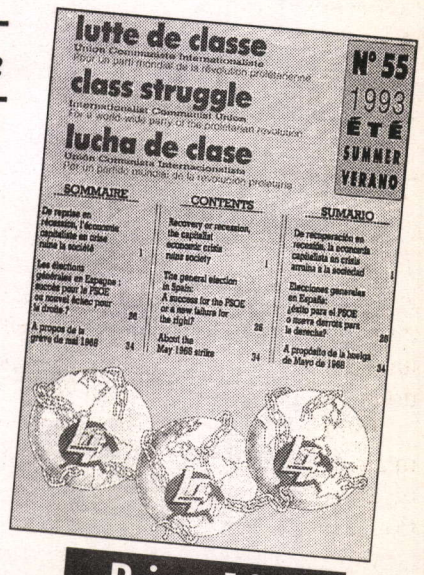
Au sommaire

De reprise en récession, l'économie capitaliste en crise ruine la société

Les élections générales en Espagne : succès pour le PSOE ou nouvel échec pour la droite ?

A propos de la grève de mai 1968.

Envoi contre 12 F en timbres



Prix : 10 F

Dépenses de santé

Sous prétexte de faire payer les médecins LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE UNE FOIS DE PLUS AUX PATIENTS !

En adressant une lettre aux médecins, le ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, Simone Veil, lance la deuxième partie de son plan d'austérité pour les dépenses de Santé, qui devrait représenter au total 32 milliards d'économie, près de trois fois plus que le plan Séguin de 1987, déjà draconien.

Elle n'a eu aucun scrupule à imposer aux assurés sociaux des sacrifices. Ils ont été les premiers frappés pour un montant de près de 11 milliards de sacrifices, sous forme d'une baisse des taux de remboursement (–5 points sur les précédents), d'une augmentation du forfait hospitalier (désormais à 55 F) et d'un contrôle plus rigoureux des ordonnances.

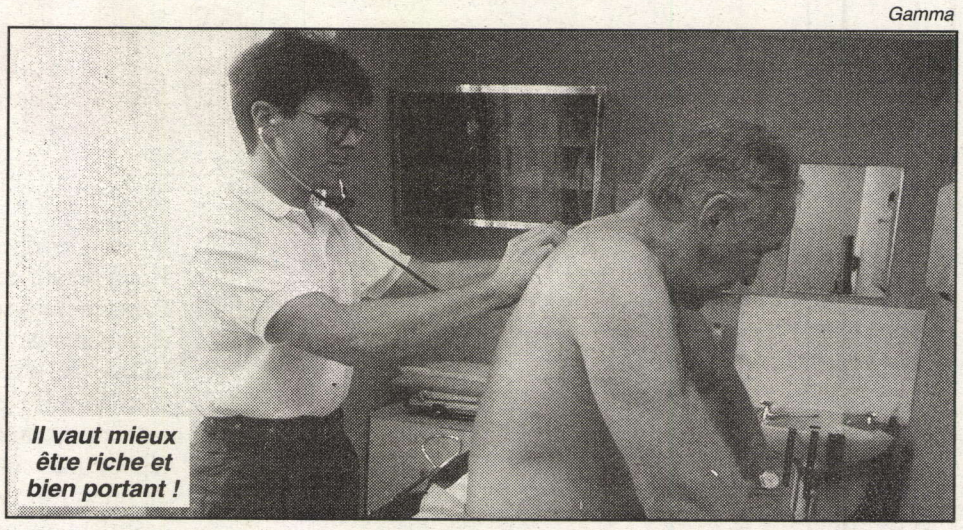
Avec les médecins, de qui elle prétend obtenir pas loin de 11 milliards d'économie, Simone Veil prend plus de gants. Elle a reçu les représentants des différents syndicats de médecins avant que ne commence la nouvelle négociation conventionnelle.

Le gouvernement souhaiterait que les médecins changent leur pratique et acceptent de se conformer à un système de référencement, première amorce d'une maîtrise médicalisée des dépenses. Il souhaite également une coordination plus grande entre généraliste, spécialiste et l'hôpital. On parle d'établir un dossier médical du patient tenu par un praticien traitant où seraient inscrites toutes les prescriptions.

Pour éviter que ces négociations aillent à l'échec, la Caisse nationale d'Assurances-Maladie a soigneusement évité d'y inscrire la question des honoraires libres. Quelle sera l'attitude des représentants des médecins ? Jusqu'à présent, cette corporation a réussi à préserver ses propres revenus, plutôt mieux que d'autres, en multipliant consultations et actes médicaux. Ils pourraient ne pas être d'accord pour discuter d'une réduction de ces actes sans discuter de leurs montants.

Mais, quelles que soient les solutions auxquelles le gouvernement parviendra dans cette négociation, qui aimerait aboutir à terme à la mise en place d'une enveloppe globale bloquée dans le secteur conventionné, cette pression gouvernementale, qui contribuera peut-être à réduire les revenus de certains médecins ce qui n'est même pas sûr, aura surtout pour conséquence d'inciter les usagers à moins consulter et à recevoir moins de soins dans le secteur conventionné.

Gamma



Il vaut mieux être riche et bien portant !

Les plus riches auront toujours le recours de s'adresser aux médecins non conventionnés. Mais pas les plus pauvres, c'est-à-dire la grande masse des patients. Ce qui signifie que ce volet du plan, censé s'en prendre aux médecins, non seulement accentuera l'écart entre les deux secteurs de la médecine, mais imposera le gros des sacrifices à la masse des patients non fortunés.

C'est évidemment le résultat auquel le gouvernement veut parvenir : réduire les dépenses de santé en en faisant porter le poids sur les travailleurs qui paieront globalement plus cher pour être moins bien soignés. Un comble quand on vante par ailleurs les progrès réalisés par la médecine, et quand on se souvient que la Sécurité sociale s'était fixée comme but de rendre les soins médicaux accessibles à tous !

J. F.

États généraux du Parti Socialiste

ROCKY II, LE RETOUR ?

Michel Rocard s'est apparemment défoncé pour les Etats généraux du Parti Socialiste. Et s'il a mouillé sa chemise, ce n'est pas seulement que la chaleur lui avait fait tomber la veste : il n'avait en fait pas le choix, c'est sa carrière de présidentiable qu'il jouait.

Le premier épisode avait été, il y a trois mois, la prise d'assaut de la direction du PS : ne serait-ce que pour éviter que d'autres dirigeants socialistes, eux ausi candidats à la candidature, les Delors, Fabius et autre Chevènement, ne s'en emparent. Avec tout de même un handicap pour Rocard qui, à la différence de ses rivaux de parti, n'a plus de siège de député. Alors, pour ne pas disparaître de la compétition présidentielle, il lui faut occuper la scène avec des opérations-spectacles tels ces Etats généraux.

Evidemment, cela fait dérisoire, mais il paraît que c'est à cela que se reconnaît la santé d'un parti d'opposition...

Car, derrière le spectacle, il y a aussi une opération plus sérieuse pour Rocard : assurer sa mainmise sur le PS – ou plutôt sur son appareil, ce qui est la même chose. Car, même après sa défaite aux élections législatives, le PS reste le premier parti de France par le nombre des élus municipaux par exemple, et ce poids de notables pourra peser lourd dans la bataille pour la présidence de la République.

Et Rocard de préparer donc une opération en deux temps. Un PS remis de sa défaite et repris en main par Rocard serait, selon une expression de celui-ci, *"le premier étage de la fusée"* qui, une fois sur orbite, permettrait le décollage d'un second étage, vers l'élection présidentielle. Bref, avant de se lancer vers la présidence de la République, il faut remettre en route le Parti Socialiste.

A Lyon, les concurrents déjà connus dans la future course aux présidentielles, les Delors, Fabius, etc., ont regardé faire Rocard. Autant avant les récentes élections législatives, c'était à qui se précipiterait pour occuper le devant de la scène, autant on assiste aujourd'hui à la situation inverse. Chacun des compétiteurs fait du surplace, en observant le concurrent et le laissant démarrer, en espérant le coiffer sur le poteau. Ils laissent à Rocard le soin de construire le premier étage de la fusée, en escomptant occuper le second.

En attendant, Rocard a donc pu proclamer que le *"Parti Socialiste était de retour"*, qu'il était toujours de gauche, et que, pour l'opposition au gouvernement, on pouvait toujours compter sur lui. Voici le maître mot, l'eau de jouvence du PS : une cure d'opposition pour faire disparaître les rides du passé.

Bref, il y a une relève de prête, pour que tout change au gouvernement sans que rien ne change de fondamental dans la société, ce qui reste le fin mot de la démocratie bourgeoise.

Quant au reste – "donner la parole à la base", l'autocritique pour avoir perdu la confiance des électeurs (et le pouvoir !), les "propositions" pour lutter contre le chômage tel un "impôt sur les machines" et autres "utopies concrètes" chères à Rocard – c'était évidemment du baratin le plus creux.

S. F.

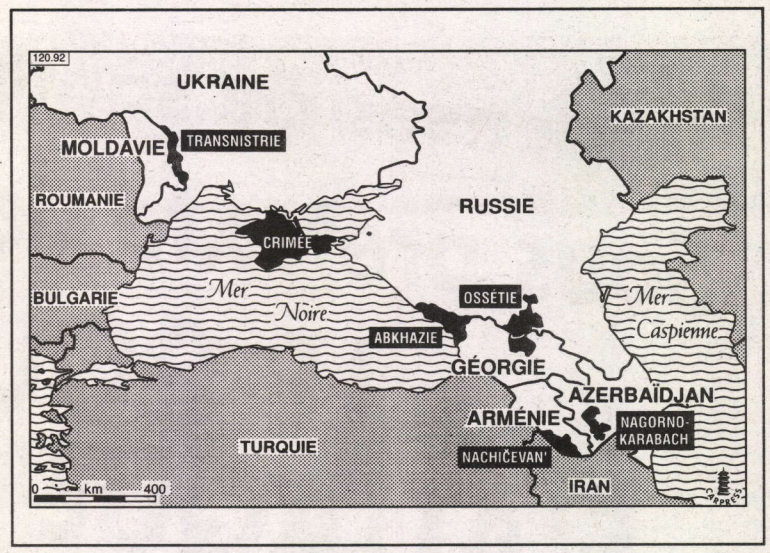
ORDINATEURS : LE VIRUS C'EST LE PROFIT

Même l'un des plus beaux fleurons du capitalisme moderne se casse la figure : la société IBM, leader mondial de l'informatique, qui a déjà licencié le quart de son personnel (100 000 emplois en moins !) en six ans, avait annoncé 25 000 nouvelles suppressions d'emplois cette année. Eh bien, ce chiffre pourrait passer à 50 000 ! Pour payer les licenciements, IBM a mis de côté 7,2 milliards de dollars, ce qui a entraîné une perte de 5 milliards de dollars. Sans cette provision, IBM aurait été bénéficiaire, en 1992 en tout cas.

Cela dit, les "mauvais" résultats du trust n'empêchent pas les actions IBM de continuer à rapporter des dividendes.

Abkhazie, Azerbaïdjan, Haut-Karabakh...

LE CAUCASE À FEU ET À SANG



Rébellion armée dans le sud de la Tchétchénie, une petite république dirigée par le dictateur-général Doudaïev et qui, avec l'appui intéressé – pour ses ressources pétrolières – notamment de la France, se veut indépendante de la Fédération russe... Intensification des combats sur le front du Haut-Karabakh, les troupes arméniennes ayant conquis non seulement cette enclave, mais une portion du territoire de l'Azerbaïdjan peuplée exclusivement d'Azéris, tandis qu'à Bakou l'ancien dirigeant brejnévien, Aliev, revenait au pouvoir en s'appuyant sur une rébellion militaire... Reprise des combats, dans l'Ouest de la Géorgie, entre les nationalistes abkhazes et les forces de Tbilissi...

Depuis 1988, début du conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh, le Caucase n'en finit plus de voir s'entre-déchirer en luttes fratricides des peuples qui vivaient sinon toujours en bonne entente, du moins sans connaître la crainte, désormais permanente, de massacres inter-ethniques.

LE JEU DES ROITELETS DE LA BUREAUCRATIE

Ces tueries – souvent présentées par certains correspondants de presse occidentaux comme relevant du caractère guerrier caucasien – doivent cependant moins à ce "folklore" qu'au jeu délibéré de roitelets de la bureaucratie locale.

Ce sont eux, en Arménie, qui ont choisi, en 1988, de détourner la colère de la population vers la question du Haut-Karabakh, alors que la capitale arménienne était secouée par des manifestations de protestation contre les conditions de vie imposées par les autorités.

En Azerbaïdjan, c'est ce même Aliev qui vient de revenir au pouvoir qui, en 1988-1989, laissa faire, sinon organisa des pogromes anti-arméniens. C'était une façon pour ce général du KGB, ancien proche de Brejnev et "patron" de la république que Gorbatchev venait d'éliminer du Bureau politique, d'apparaître comme seul capable de restaurer l'ordre. Il a finalement fallu cinq ans de guerre avec l'Arménie, le saccage de régions entières, les milliers d'Arméniens massacrés à Soumgaït et Bakou, les dizaines de milliers de morts azéris au front, un demi-million de réfugiés, l'étranglement de la province du Nakhitchévan désormais coupée de l'Azerbaïdjan par la guerre avec l'Arménie et la mise à genou de toute la population, pour qu'Aliev accède de nouveau au pouvoir.

En Géorgie, c'est un autre vieux renard de la bureaucratie, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Chévarnadzé – lui aussi ancien premier secrétaire du parti local après avoir été le chef du KGB de "sa" république – qui est revenu aux affaires. Lui aussi après qu'un président nationaliste, Gamsakhourdia, eut dû céder la place, pour n'avoir su ni imposer son ordre, ni mater les rébellions de provinces insurgées, notamment en Abkhazie.

LE "DROIT DES NATIONS" A BON DOS

Le sécessionnisme abkhaze n'a rien de nouveau. Mais, dans cette petite province de l'Ouest de la Géorgie, particulièrement riche et contiguë de la Russie, le nationalisme abkhaze ne se nourrit pas seulement de la volonté de garder pour soi ces fameux agrumes "géorgiens" vendus sur tous les marchés de l'ex-URSS. Dans cette province, les Abkhazes – bien que deux fois et demie moins nombreux que les Géorgiens – y concentrent la plupart des pouvoirs... avec l'appui d'une autre minorité, russe cette fois.

Constatons que, dans un passé récent – en 1978 ou en 1988 – chaque fois que les dirigeants d'Abkhazie ont soulevé la question de leur rattachement à la Russie, ce fut à l'occasion d'un conflit d'autorité entre le Kremlin et Tbilissi, le pouvoir russe jetant dans les jambes des bureaucrates géorgiens trop gourmands d'indépendance la question, justement, de l'indépendance abkhaze.

Et cela continue. C'est de toute évidence avec l'appui de l'armée russe que les "rebelles" abkhazes ont entrepris de reconquérir le tiers de la province encore sous contrôle géorgien. C'est aussi avec la complicité des troupes russes, censées boucler la frontière, que des volontaires affluent par milliers dans les rangs abkhazes.

Mais, en même temps que Moscou cherche à faire pression sur les parties en présence, ne serait-ce que pour garantir son rôle de puissance tutélaire du Caucase, elle aimerait bien apparaître comme moins impliquée. Ne serait-ce que parce que les "volontaires" de la Confédération des peuples du Caucase du Nord qui interviennent aux côtés des Abkhazes appartiennent à des bandes armées qui pourraient se retourner – elles ont parfois commencé à le faire – contre une autre "puissance occupante" du Caucase, la Russie.

Alors le Kremlin voudrait bien se donner l'image d'un arbitre situé hors du champ des combats et vient ainsi de proposer un énième cessez-le-feu. Sans convaincre. Car c'est bien cela le problème des apprentis-sorciers de la bureaucratie ex-soviétique : pour s'emparer du pouvoir ou consolider le leur, ils ont jeté de l'huile sur le feu du nationalisme (quand ils n'ont pas créé de toutes pièces des "questions" nationales là où il n'en existait pas), et ce faisant ils ont propulsé sur le devant de la scène des bandes armées qui, en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan, échappent de plus en plus à tout contrôle et dont l'activité menace de contaminer maintenant la Russie même.

Les différentes populations nationales n'ont pas leur mot à dire. Elles ne sont appelées qu'à donner leur vie. Cela n'étonnera que ceux qui croient que, dans ces massacres entre voisins, c'est de "droit des peuples" qu'il s'agit.

Pierre LAFFITTE

Fédération de Russie

"UNE ET INDIVISIBLE", DIT-IL...

Les travaux de la Conférence Constituante russe mise sur pied par Eltsine se trouveraient en bonne voie. Du moins c'est ce que tente de faire croire Eltsine, qui a fait connaître un avant-projet de Constitution censée renforcer son pouvoir. Le projet rendu public parle de Fédération russe "une et indivisible" en même temps qu'il assure aux républiques (Tatarstan, Yakoutie, Bachkirie, Daghestan, etc.) "une pleine souveraineté".

C'est contradictoire. Mais cette contradiction reflète précisément la situation d'un pouvoir central qui n'a plus guère de pouvoir et qui est de moins en moins LE centre face à des autorités locales qui ne veulent plus lui être subordonnées.

Qu'Eltsine n'ait plus guère les moyens de se faire obéir, on vient d'en avoir un exemple avec l'accord de répartition de la flotte de guerre ex-soviétique de la mer Noire, accord dont l'encre des signatures des présidents de l'Ukraine et de la Russie était à peine sèche que le chef -russe — de l'état-major et la conférence des représentants des officiers — majoritairement russes- de la flotte annonçaient qu'ils n'en tiendraient aucun compte.

Quant à la prétendue victoire constitutionnelle dont Eltsine se vante, elle a encore moins d'efficacité que la célèbre méthode Coué : non seulement il n'a pas fait reculer d'un pouce les dirigeants de la bureaucratie des républiques "fédérées" de Russie, mais cela a donné des idées à d'autres. La télévision russe a ainsi donné à entendre des représentants de la région de Sverdlovsk-Ekaterinbourg — la capitale de l'Oural — revendiquaient les mêmes droits que les républiques autonomes.

Cela n'a rien d'étonnant : cette région est l'une des plus riches du pays, et les bureaucrates locaux n'ont aucune envie de partager avec d'autres cliques bureaucratiques. Seule particularité de ces "indépendantistes" ouraliens : ce sont des gens qui doivent leur carrière, leur place, à un certain... Eltsine, dont l'Oural et Sverdlovsk sont — ou plutôt, étaient — le fief depuis trente ans.

On n'est jamais trahi que par les siens...

P. L.

Les manifestants islamistes déboulonnant la statue de Pir Sultan Aptal... sous le regard de la police

ARC

Turquie

A SIVAS, L'ATTAQUE SANGLANTE DES INTÉGRISTES

Vendredi 2 juillet, une manifestation des intégristes islamiques de la ville de Sivas, connue comme un bastion de la droite et des islamistes de Turquie, a dégénéré. Visiblement avec la complicité des forces de répression, elle s'est transformée en une attaque meurtrière contre un hôtel où logeaient des intellectuels et des gens de gauche : bilan provisoire, entre 35 et 40 morts et 145 blessés au cours de l'incendie de l'hôtel.

Depuis plusieurs jours, un festival, traditionnel pour la gauche turque, se déroulait à Sivas, à la mémoire du révolutionnaire du 16e siècle Pir Sultan Aptal. Celui-ci, originaire de la ville, avait dirigé une révolte contre les autorités de l'Empire ottoman et avait été pendu pour cette raison. La mémoire de Pir Sultan reste toujours très présente en Turquie, surtout à travers ses chants de révolte appelant à lutter contre l'oppression et la tyrannie, notamment une chanson appelant les opprimés à se révolter.

Depuis plusieurs jours, une agitation intensive régnait dans Sivas, menée par les intégristes contre les organisateurs du festival. Les autorités, qui savent se montrer très actives quand il s'agit de s'en prendre à des militants de gauche, ont laissé faire. Les chefs intégristes, sans doute encouragés, ont fait monter la pression. Après la prière du vendredi, ils ont organisé une manifestation contre la présence de l'écrivain Aziz Nesin, connu comme auteur satirique de gauche et qui ces derniers temps s'est illustré par ses déclarations anti-religieuses et sa volonté affirmée de publier *Les versets sataniques* de Salman Rushdie.

Cela fournissait évidemment un prétexte aux chefs intégristes. Mais entre leur agitation et le fait de passer à l'action, il y a un pas qu'ils ont franchi d'autant plus facilement qu'ils ont senti une sorte de feu vert des autorités.

Il y a quelques semaines, un des leaders d'un des partis religieux, le Parti du Bien-Etre d'Erbakan, avait d'ailleurs publiquement déclaré que les services de renseignements cherchaient à manipuler son propre parti et à organiser des provocations.

Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à ce type de manifestation en Turquie. Celle de Sivas fait penser aux manifestations du même genre qui avaient eu lieu en 1978 dans les villes de Kahramanmaras et Çorum, toujours avec la complicité des autorités, et qui avaient fait plusieurs centaines de victimes. Elles avaient compté dans la dégradation du climat politique qui avait mené au coup d'Etat de 1980.

Un quotidien d'opposition rapporte que pendant l'attaque des intégristes contre l'hôtel où étaient logés les intellectuels, deux policiers en civil auraient dit ouvertement : *"Allez vous faire enc... Vous croyez qu'on va vous protéger ? C'est vous qui nous tirez par-derrière"*. De même, les pompiers venus éteindre l'incendie de l'hôtel auraient envoyé l'eau à côté et pas sur le feu...

A la suite de cette affaire, le gouvernement de Tansu Çiller a proclamé le couvre-feu dans la région de Sivas, mais aussi accusé la gauche d'avoir provoqué les islamistes. Il est probable que les sommets de l'armée et les services secrets exercent une pression et voudraient se servir de l'affaire pour faire monter la tension dans le pays et décourager les protestations, au moment où ils se lancent dans une offensive meurtrière au Kurdistan. C'est peut-être aussi un avertissement à la classe ouvrière, qui à leur goût ne se laisse pas assez faire, et y compris peut-être au gouvernement de Tansu Çiller qui affiche certaines tendances "libérales" bien limitées mais qui sont encore de trop au goût de certains généraux et politiciens réactionnaires.

Julien SILVA

Juppé en visite à Ryad

DU SANG QUE NE PEUVENT EFFACER TOUS LES PARFUMS DE L'ARABIE

Gamma

Après une exécution capitale en Arabie Saoudite

Au moment même où l'on annonçait le départ du ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, pour l'Arabie Saoudite et du ministre de la Défense François Léotard dans les Emirats Arabes Unis, une information faisait état de l'exécution, en Arabie Saoudite, de 105 prisonniers en un an. Prisonniers de droit commun, en principe, mais allez savoir, car là-bas certains manquements à la religion sont des crimes de droit commun. Et puis de toute façon, droit commun ou pas, 105 exécutions, cela prouve que la vie humaine ne vaut pas cher dans ce pays où il n'y a pas la moindre démocratie, même de façade. Rappelons que c'est l'Arabie Saoudite, avec le Koweït, que la France, ainsi que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, etc., étaient venus défendre contre le "méchant" Saddam Hussein. Le Koweït pas tellement plus démocratique d'ailleurs...

Bien sûr Juppé se moque éperdument des exécutions capitales et de la dictature qui règne dans les pays du Golfe. Tout comme Chirac, son patron politique, se moquait, à l'époque où il faisait ami-ami avec Saddam Hussein, de la dictature et des chambres de tortures en Irak.

A cette époque, la France avait conclu avec l'Irak des contrats "mirifiques", dont un certain nombre sont restés impayés à la suite de l'opération *Tempête du désert*, et toujours à la charge du contribuable français.

Juppé aimerait bien conclure avec l'Arabie Saoudite, ou quelques émirats locaux, de nouveaux contrats juteux, car jusqu'à présent, dans la guerre contre l'Irak, l'armée française a travaillé, sinon pour le roi de Prusse, du moins pour les Anglo-Américains qui ont raflé tous les gros marchés militaires et civils, ne laissant que des miettes à la France.

Un ministre des Affaires étrangères français, ça sert principalement à ça : jouer les voyageurs de commerce, en vue de passer des commandes aux industriels français. Après cela, qui paiera, le contribuable saoudien ou français ? C'est une affaire secondaire.

De même qu'on ne sait toujours pas qui a payé le petit voyage de rêve que Chirac avait passé il y a quelques mois dans le palace d'un émirat.

En tout cas, si, en France, les proches de Chirac ne font pas de cadeaux aux immigrés arabes (entre autres), au Moyen-Orient ils aimeraient bien que les dirigeants arabes leur fassent de gros cadeaux.

A. V.

Irlande du Nord

LES QUARTIERS PROTESTANTS TRAVAILLÉS PAR LE FERMENT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET DE LA DÉMAGOGIE NATIONALISTE

Du 2 au 4 juillet l'Irlande du Nord a connu trois nuits d'émeutes comme elle n'en avait pas connu depuis bien des années. Parties de Belfast, les émeutes se sont étendues aux petites villes des zones rurales de Down et d'Armagh. Les manifestants, jeunes pour beaucoup, se sont attaqués aux véhicules blindés des patrouilles de police à coups de cocktails Molotov et de briques. Des barricades de véhicules et de pneus enflammés ont été érigées tandis que des maisons et divers édifices étaient incendiés.

CETTE FOIS, CE NE SONT PAS LES GHETTOS CATHOLIQUES

De telles émeutes n'auraient rien eu d'exceptionnel dans les années 1970, lorsqu'elles faisaient quasiment partie de la vie quotidienne, celle des quartiers catholiques en tout cas. Mais justement, nous ne sommes plus dans les années 1970 et surtout c'est dans les quartiers protestants que ces dernières émeutes ont éclaté.

Les premiers affrontements sont en effet partis des quartiers de Shankill et Crumlin Road, deux ghettos protestants de Belfast. Ils semblent avoir été déclenchés par des groupes de militants protestants loyalistes après que l'un d'entre eux, membre des "Combattants de la Liberté d'Ulster" (UFF), eut été tué par l'explosion d'une grenade artisanale qu'il transportait. Partant de là, les affrontements se sont étendus en quelques heures à la plupart des quartiers protestants les plus pauvres d'Irlande du Nord.

Quel a été le rôle réel joué par les groupes paramilitaires protestants dans la suite des affrontements, c'est difficile à dire. Mais ce qui est sûr c'est que ces émeutes viennent à point nommé pour ces groupes, et d'une façon générale pour l'ensemble des politiciens protestants, y compris ceux qui s'en sont démarqués publiquement.

LE JEU DES DÉMAGOGUES PROTESTANTS

La voie des négociations amorcées par l'Etat britannique sous Thatcher, au début des années 1980, est peut-être en effet en train d'approcher une phase critique pour les politiciens protestants. De conférences en comités et en groupes de travail, les relations entre politiciens du Nord et du Sud de l'Irlande se sont multipliées sous l'égide de la Grande-Bretagne. Et depuis plus d'un an, le gouvernement anglais s'efforce d'attirer dans ce processus, sinon le mouvement républicain catholique tout entier, au moins une fraction de celui-ci, en multipliant les contacts informels et surtout les concessions symboliques à la population catholique.

C'est ainsi que l'an dernier l'Association de Défense de l'Ulster (UDA), qui constituait la face légale des groupes paramilitaires protestants, a été interdite en Irlande du Nord. Et cette année, à Belfast en particulier, les autorités ont pour la première fois interdit aux défilés traditionnels des loges de l'Ordre d'Orange, qui chaque année viennent rappeler la "légitimité historique" de la suprématie protestante, de s'approcher des ghettos catholiques.

Ces gestes vis-à-vis de la population catholique ne changent bien sûr rien du tout à la discrimination réelle dont celle-ci reste l'objet. Et à ce titre, ils ne menacent en rien l'hégémonie des politiciens protestants. Mais, à un moment où chacun des partenaires potentiels des futures négociations en est à chercher à occuper la meilleure position possible, ils constituent un prétexte idéal pour les groupes paramilitaires pour raviver les haines communautaires auxquelles ils doivent leur existence, et se livrer, si possible, à une démonstration de force.

LE POURRISSEMENT DE LA SITUATION SOCIALE

Les émeutes de ces derniers jours ne prouvent pas néanmoins que les paramilitaires loyalistes aient réussi à atteindre cet objectif. Ne serait-ce que par le nombre relativement réduit des émeutiers, tout au plus quelques centaines à Belfast. Mais peut-être en verra-t-on d'autres dans les semaines et les mois à venir, si la démagogie loyaliste trouve un écho en tout cas.

Car la situation sociale constitue un puissant ferment dont les groupes loyalistes cherchent à se servir. L'un des principaux thèmes de leur propagande depuis des mois consiste à accuser le gouvernement anglais de priver les protestants de leurs emplois au profit des catholiques.

Pure démagogie, bien sûr, puisque même si le taux de chômage dépasse les 20% dans les quartiers ouvriers protestants de Belfast, il reste encore inférieur de moitié à celui de leurs homologues catholiques. Mais si le désespoir venait à l'emporter sur la raison dans les rangs des ouvriers protestants, et en l'absence d'issue crédible à une crise sociale de plus en plus aiguë, en particulier en l'absence d'une perpective radicale se situant sur un terrain de classe dont pourrait s'emparer la jeunesse ouvrière protestante, ce genre de démagogie pourrait faire basculer une partie de la classe ouvrière protestante derrière les groupes paramilitaires.

Tel n'est sans doute pas, pour l'instant, l'objectif de ces groupes, qui cherchent tout au plus à être reconnus à part entière à la table des négociations. Mais le propre de la démagogie c'est de pousser parfois ceux qui s'en servent bien au-delà de leurs objectifs initiaux.

François ROULEAU

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE 1 an	LUTTE OUVRIÈRE 6 mois	LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Citroën - Aulnay (93)

MÊME PAS DE TAXI, TOUT JUSTE UN TICKET DE MÉTRO POUR CHAQUE LICENCIÉ !

Lundi dernier, les ouvriers des deux équipes étaient au chômage technique. Il n'y avait, paraît-il, du travail que pour les employés, les techniciens, les agents de maîtrise (ETAM). Mais ce lundi 5 juillet, la direction avait prévu de faire son coup tordu. Dans une usine quasi vide, le boulot à peine commencé, elle faisait raccompagner à la porte, 14 ETAM, licenciés… sans même qu'ils aient eu le temps de dire au revoir ! Et le lendemain, c'était le tour des ouvriers… qui n'étaient donc pas au courant de ce qui s'était passé la veille. 40 ouvriers étaient pris sur la chaîne, licenciés eux aussi, raccompagnés à la porte… avec un ticket de métro, pour qu'ils rentrent chez eux sans attendre les cars. Pour Citroën, le taxi, c'est sans doute un luxe ! Dans les deux cas, chaque licencié était raccompagné par un chef d'équipe, ou un jeune technicien d'un autre service qui ne le connaissait donc pas.

Toutes les catégories de salariés sont touchés : il y a des jeunes ayant quelques mois d'ancienneté, comme des anciens avec plus de 35 ans d'ancienneté, des ouvriers immigrés comme des ouvriers français, des OS, comme des professionnels, des techniciens ou des BTS.

Le soir même, la CGT organisait un meeting à la sortie de l'équipe du matin… si de nombreux ouvriers ont écouté les interventions, la réaction générale a été plutôt la surprise. Le lendemain, les licenciés devaient être convoqués, un par un, pour un entretien classique prévu dans les plans sociaux ; bref pour savoir comment ils allaient atterrir à l'ANPE.

LE PLAN DE LA DIRECTION

C'est en février dernier, que la direction avait annoncé son plan de réduction d'effectif de 306 salariés : 76 ouvriers, 230 ETAM dont 120 préretraités. Les salariés avaient jusqu'au 30 juin pour s'auto-désigner pour le licenciement. Personne ne s'est présenté.

Aux ETAM, cadres et ingénieurs, la direction proposait la préretraite, et il y a eu 126 candidats. En revanche pour les ouvriers, pas de préretraite mais seulement une préretraite dite progressive consistant en un mi-temps, payé à 50% par le patron et 30% par les ASSEDIC. A ces condition-là, ça n'intéressait personne, même pas les centaines d'ouvriers de plus de 55 ans, ayant des années de chaîne derrière eux et ne demandant qu'à en terminer avec le travail !

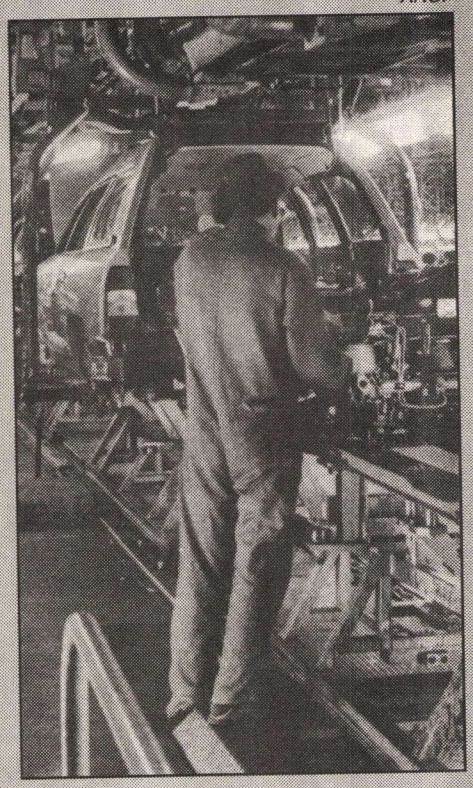
Mais avec 300 intérimaires mis sur les chaînes entre temps, avec les augmentations tous les mois des cadences, les heures supplémentaires, beaucoup d'ouvriers n'arrivaient pas à imaginer qu'un jour ce plan serait appliqué.

LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

Mais depuis, la semaine dernière, la direction d'Aulnay mettait à la porte les 300 intérimaires, imposait quatre jours de chômage technique pour juillet, prétextant le stock de 14 000 voitures sur les parkings. Sauf que ce stock avait été soigneusement constitué pour préparer le chômage et, on le sait maintenant, pour préparer les licenciements. Dans le même temps la direction annonçait que la 106 ne serait plus fabriquée à Aulnay et baissait les cadences. En fait, c'était déjà là une préparation psychologique. En effet le stock de voitures était normal puisqu'il est constitué de voitures de 1994, qui sont de toute façon bloquées à la vente jusqu'au 1er juillet ; le retrait de la production des 106 n'est que momentané et nous savons déjà qu'en septembre la production de la ZX va augmenter progressivement de 130 voitures !

La direction s'est arrangée pour faire ce mauvais coup juste au moment

ARC.



des préparatifs de congés, jouant des jours chômage technique pour écarter les travailleurs de l'usine, jouant les usines les unes contre les autres, déplaçant la production de l'une à l'autre. Tout est bon pour arriver à diminuer l'effectif, à économiser sur la part des travailleurs et maintenir ce taux de progression de la productivité que Calvet ne cesse de vanter : 12%, 12% chaque année… 12% d'augmentation du taux d'exploitation de chaque travailleur qui reste à l'usine.

Correspondant LO

LES CAISSES DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE SUPPRIMENT DES EMPLOIS

L'IPECA, caisse de retraite des cadres de l'aéronautique, doit déménager du 15e arrondissement de Paris, où il y a actuellement environ 90 salariés, à Vannes. C'est ce que les employés ont appris en lisant *Ouest France* et qui a été confirmé par le directeur qui aurait choisi Vannes, disent certains, car il aurait une maison de campagne à proximité.

Les employés de l'IPECA protestent contre ce déménagement. Des pétitions de soutien ont été signées dans les autres caisses de retraite car, pour ceux qui ne pourront pas suivre, c'est le chômage quasiment assuré, les chances de reclassement dans d'autres caisses de la région parisienne deviennent à peu près nulles.

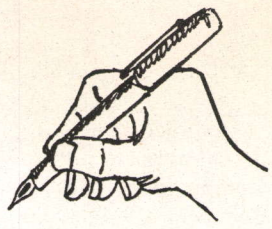
Dans les caisses de retraite complémentaire, l'heure est aux économies : d'un côté les retraites ne seront revalorisées qu'une fois cette année au lieu de deux fois par an depuis des années. Et surtout les caisses doivent réaliser des économies de gestion, or ce sont les frais de personnel qui représentent 75% des dépenses de gestion.

A l'heure actuelle, le nombre des départs de volontaires est proche de zéro, les FNE ou autres licenciements du personnel de plus de 56 ans sont peu nombreux et les caisses de retraite ayant aussi une activité de mutuelle hésitent à faire des licenciements sec.

Alors, ils utilisent d'autres méthodes pour diminuer les effectifs : les regroupements (le regroupement des caisses du bâtiment par exemple doit occasionner la suppression de 600 emplois), le rachat de petites caisses par de plus grands groupes qui permet une informatisation accrue et, à court terme la suppression de centaines d'emplois en double ou caducs grâce aux nouvelles technologies.

Et puis, reste la solution des déménagements, plus ceux-ci sont loin et dans des régions déjà touchées par le chômage, plus il y a d'employés contraints de démissionner.

Il devient plus que temps de mettre un frein à cette situation.



Dans notre courrier

PEC-RHIN, COMME BIEN D'AUTRES

Lettre d'un travailleur de PEC-RHIN entreprise située dans le village de Chalampé (Haut-Rhin) dans la région mulhousienne.

Notre entreprise, PEC-RHIN, est spécialisée dans la production d'engrais. Elle en est aujourd'hui à son 7e plan de licenciements. De 600 en 1981, l'effectif passerait à 250 environ en 1993. Jusqu'à présent il y avait des volontaires qui souhaitaient partir et les sommes à prendre rendaient les choses plus faciles.

Aujourd'hui, la nouvelle direction aligne 58 licenciements sec, soit une personne sur six. Et là, ça fait mal, car il n'y a plus de volontaires et les primes de départ sont dérisoires. Tous, on avait construit notre vie autour de l'usine et notre vie était là, en attendant la retraite.

Eh bien, aujourd'hui, tout ça est fini pour une partie d'entre nous. Car après 20 ou 25 ans à l'usine, à 45 ou 50 ans, un licenciement c'est toute la vie qui s'écroule et un avenir plutôt noir : certains s'imaginent "foutus", des laissés-pour-compte de la société, des futurs RMIstes, car à un certain âge, on ne peut pas refaire sa vie. Mais il y a aussi le dégoût car les bénéfices étaient de 17 millions l'an passé. Avec notre directeur qui a le cynisme d'annoncer que chaque poste supprimé lui fait faire 200 000 F d'économie par an. Il y a du désespoir, parmi certains d'entre nous, parce qu'on ne comprend pas qu'on demande des sacrifices à ceux qui ont déjà tout donné. Il y a aujourd'hui à l'usine beaucoup de haine parce qu'on se sent impuissant. Et cette impuissance des uns entretient chez un tout petit nombre, qui n'a plus d'illusions depuis longtemps, une haine farouche, une haine de classe. Oui, on attend, car tôt ou tard, ici ou dans une autre usine, il y aura quelque chose de trop, qui fera qu'on ne pourra plus reculer, et on sera des milliers de travailleurs à retrouver nos instincts de classe, debouts, dignes et ce jour-là, il n'y aura pas de pardon, on ne pardonnera rien.

Avant l'ouverture des portes, le matin.

LO

Caisse d'Allocations Familiales - Paris

NON AUX NOUVEAUX HORAIRES DES GUICHETS SANS EMPLOYÉS EN PLUS

La Caisse d'Allocations Familiales de Paris se préoccupe soudainement de l'accueil des allocataires. Ce qui serait une bonne chose si cela ne se faisait pas au détriment des employés.

Il faut dire qu'au centre Laumière par exemple, dans le 19e arrondissement, la file d'attente s'étire sur l'avenue sur plusieurs dizaines de mètres avant l'ouverture à 9 heures, et ce n'est pas très bon pour l'image de marque de la CAF. La direction locale a donc mobilisé pendant une semaine deux cadres qui ont fait du "préaccueil"... sur l'avenue (réception des dossiers, renseignements divers). Elle a proposé d'ouvrir la salle d'attente dès 8 heures, ouverture qui serait faite par une permanencière ou un agent de coordination (GAC) accompagné d'un agent de sécurité, et à 8 h 30 précises, les guichetières devraient être dans les boxes. Alors qu'actuellement, les guichetières, si elles arrivent à 8 h 30, prennent leur travail à 9 heures. Elles ont ainsi une demi-heure pour faire des recherches, classer leurs notes, etc. Quant aux permanenciers, ils ont leurs permanences de quartier et les GAC ont leurs rendez-vous chez les allocataires.

De plus, la direction ne donne aucune précision quant à l'heure de sortie. L'horaire officiel est 8 h 30/17 h 03. Mais depuis plus de deux mois, les guichetières partent à 17 h 30, voire 17 h 45 pour finir de recevoir les allocataires qui attendent depuis la fermeture des portes à 16 heures.

Devant cette situation, les guichetiers de Paris ont commencé à réagir et disent non à ce nouvel horaire qui va prolonger encore plus leur journée de travail, déjà très fatigante.

A Laumière, une assemblée du personnel a eu lieu le 1er juillet où une quarantaine d'employés (sur 120 concernés) sont venus. L'assemblée était attentive, un peu inquiète pour l'avenir. Une pétition a été proposée par les syndicats. Rédigée sur-le-champ par les délégués et des employés, elle a recueilli une centaine de signatures et elle sera portée à la commission du CE du 6 juillet.

Les agents de coordination, les contrôleurs, les permanenciers de trois centres de Paris se sont également réunis le 1er juillet. Ils refusent d'aller aux guichets et s'opposent à la fermeture des permanences de quartier que mijote la direction.

Ces nouvelles dispositions doivent entrer en application le 1er août, quand près de la moitié du personnel est en vacances. La direction pense peut-être faire passer plus facilement ses mesures. Mais les employés sont décidés à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Chaffoteaux et Maury (Saint-Brieuc)

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE L'EMPLOI

Après les 195 suppressions d'emplois de 1989 qui avaient entraîné 4 semaines de grève, suivies de 162 l'année suivante, la direction de l'usine vient de rendre public son projet de licenciements concernant cette fois 122 emplois.

Le 30 juin au matin s'est tenue la réunion ordinaire du Comité d'Etablissement. La direction avait encore le culot de nier l'existence d'un plan. Elle se contentait "seulement" d'annoncer sept nouveaux jours chômés pour août, portant à 42 le nombre de journées de chômage partiel depuis le début de l'année.

Pourtant, à peine cette réunion terminée, un télex tombait annonçant la convocation pour le 9 juillet, soit une semaine avant les vacances, d'une réunion du Comité Central d'Entreprise, avec à l'ordre du jour un projet de licenciement collectif.

La nouvelle connue, beaucoup de travailleurs étaient indignés par ces méthodes de la direction qui avait menti jusqu'au bout effrontément. Mais c'était aussi l'interrogation sur l'avenir. Combien allait-il y avoir de licenciements ? Qui ? Et quoi faire avant les vacances ?

La direction, peut-être par peur des réactions, en tout cas parce qu'elle veut sa production jusqu'aux vacances – elle tient à constituer des stocks avant plus de 5 semaine de fermeture –, s'est alors dépêchée de rendre public son plan.

Elle envisage de supprimer 122 emplois à l'usine de Ploufragan dans la banlieue de Saint-Brieuc. Mais il pourrait n'y avoir aucun licenciement sec... à condition qu'elle obtienne des pouvoirs publics une dérogation à 55 ans pour 76 salariés en préretraite. 40 postes ne seraient, dit-elle, plus supprimés si l'ensemble du personnel accepte rapidement la modulation des horaires, si un nombre suffisant de travailleurs acceptent de passer de plein temps à mi-temps ou temps partiel, et si enfin 12 employés acceptent leur déclassement et passent en production.

De son plan, il ne resterait alors que le cas de 2 cadres et 4 techniciens à qui elle proposerait des postes dans d'autres unités du groupe ELFI.

Voilà tel qu'a été présenté le plan de la direction, relayé dans les ateliers par l'encadrement.

Trop beau pour être honnête, car dans le cas où le plan se déroulerait selon la tactique de la direction, chacun est bien conscient que, du personnel en moins, ce sera une aggravation de nos conditions de travail et de vie, et que le chantage à la flexibilité des horaires au nom de la solidarité des emplois ne touchera que les salariés. Et puis nous sommes bien placés pour savoir que la direction n'est pas à un mensonge près. Autant de raisons de rester sur nos gardes.

Correspondant LO

Restaurant EUREST Sécurité sociale - Rennes

REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE

Depuis le 4 février dernier, EUREST faisait traîner la demande des employés du restaurant qui voulaient une régularisation de leur paie, alignée, depuis une grève de huit jours en 1977, sur la grille Sécurité sociale. En fait, EUREST défalquait abusivement du salaire de base la valeur des repas, si bien que la paie se trouvait 354,27 francs en dessous du barême Sécu.

Or la Convention collective précise bien que *"la nourriture est saine, abondante, variée et gratuite"*.

La direction s'est déplacée pour dire que nous n'avions pas la même notion qu'elle du salaire de base. Cela a énervé le personnel.

En effet, quand il s'agit de savoir ce que l'on nous enlève à tort et ce que le mot "gratuit" veut dire, il n'y a pas besoin d'être inspecteur de restaurant ou chef du personnel !

Le 14 juin, la direction acceptait verbalement d'appliquer le bon barême à compter du 1er juin 1993 et d'étudier les modalités d'un rappel.

Pourtant le 30 juin, le salaire de juin était inchangé. Et on apprenait que la direction n'était plus d'accord. Du coup, le 1er juillet, les dix employés faisaient savoir qu'ils exigeaient une réponse favorable écrite pour le lendemain, faute de quoi un tract serait diffusé lundi matin aux 1 000 employés de la tour Sécurité sociale et la grève débuterait aussitôt ! Et lorsque le grand chef, au téléphone, a dit : *"Mais qui va payer ?"*, tous ont répondu : *"L'O.M. !"*. En effet, on avait appris la veille à la télé qu'EUREST venait juste après TF1 pour sponsoriser l'équipe de Marseille !

Le lendemain à 10 heures, le chef du personnel était là, avec l'inspecteur, et ils se sont mis à notre table, pour nous annoncer, par écrit, que la prochaine paie serait augmentée de 354,27 francs et qu'un rappel de 18 mois serait versé.

L'ambiance était chaude et elle est maintenant au beau fixe !

LIRE...
UN CHOIX POUR L'ÉTÉ

Cette sélection est faite parmi les livres dont nous avons parlé dans ces colonnes, depuis le début de 1993, à l'occasion de leur sortie, ou à l'occasion de leur parution dans l'une ou l'autre des collections de poche. En cette période de vacances, ces ouvrages offrent, au moins, la possibilité de voyager dans sa tête ...

Afrique du Sud

La nuit divisée
de Wessel Ebersohn

Le drame, sous la forme d'un roman policier, d'un psychiatre blanc, juif, que son métier fait travailler avec les services de la police et qui est amené à être le témoin des exactions et des tortures perpétrées par celle-ci.

(Collection Rivages/ Noir - 55 F.)

Histoire de mon fils
de Nadine Gordimer

Dans ce roman un peu compliqué, l'auteur (prix Nobel de littérature en 1991) part d'une histoire de relations au sein d'une famille de couleur dans les années 1970-1990 pour montrer l'évolution de l'Apartheid pendant cette période.

(Collection 10/18.)

Nigeria

de Wole Soyinka

Isara

A travers la vie de son père, directeur d'école, l'auteur (prix Nobel de littérature en 1986) retrace l'évolution de la société dans les années 1930 et 1940, dans le Nigeria du protectorat anglais.

(Editions Belfond.)

Aké, les années d'enfance

Wole Soyinka décrit cette fois ses dix premières années au sein de sa famille, qui vit à l'européenne. Il découvre le privilège de la culture, à laquelle il a accès, mais aussi et avec une vive sensibilité l'injustice et la dureté de la vie quotidienne, en particulier pour les femmes. Un beau roman.

(Livre de Poche - 40 F.)

Allemagne

Un bon Allemand
de Horst Krüger

Le récit, largement autobiographique, d'une adolescence dans une famille petite-bourgeoise de Berlin à l'époque du nazisme. Conformisme et souci maniaque de l'ordre dominent chez *"ces Allemands inoffensifs qui n'ont jamais été nazis, mais sans qui les nazis ne seraient jamais parvenus à leurs fins"*, selon les mots de l'auteur.

(Ed. Actes Sud, collection de poche Babel.)

Égypte

Un substitut de campagne en Egypte
de Tewfik El Hakim

Ce substitut fait ses débuts en enquêtant dans les bourgs et villages de la campagne égyptienne vers 1940 - une campagne où la population crève de faim, où l'arriération marque de brutalité les rapports sociaux. Le constat — très noir, mais écrit sur le mode ironique — n'a pas perdu son actualité.

(Collection Terre humaine/ Poche- Ed. Presses Pocket.)

États-Unis

L'autobiographie de Malcolm X

Rédigée à partir d'entretiens avec l'écrivain noir Alex Haley, elle retrace avant tout la formation et l'itinéraire du militant. Plus riche politiquement que le film de Spike Lee sorti en début d'année.

(Presses Pocket - 37 F.)

Japon

Le clou qui dépasse. Récit du Japon d'en-bas
par André L'Hénoret

L'auteur est un prêtre-ouvrier qui a vécu au total 20 ans au Japon. Sa démarche et ses préoccupations ne sont évidemment pas les nôtres. Mais son témoignage sur la vie des travailleurs des petites entreprises de sous-traitance, très nombreuses au Japon, sur leur résistance à l'exploitation sauvage qu'ils subissent, ne manque pas d'intérêt.

(Editions La Découverte 98 F.)

Guerre d'Algérie

Saïd et Pilule
de Daniel Zimmermann

Saïd et Jean, dit Pilule, sont deux amis qui travaillent et vivent à Savigny-sur-Orge, dans la région parisienne, en 1956. Mais leur histoire se poursuit en Algérie, où ils se retrouvent en combattants, dans les camps opposés ... Beaucoup de faits et de personnages attachants dans ce roman qui, pour être court, n'en fait pas moins revivre toute une époque.

(Editions La Farandole Messidor - 60 F.)

Martinique

Texaco
de Patrick Chamoiseau

Nos camarades de *Combat Ouvrier* écrivaient que, pour les pauvres, les exploités de Martinique, *Texaco*, c'est toute une partie de leur vie. Le prix Goncourt 1992 raconte en effet comment les pauvres de Fort-de-France ont été amenés à occuper les bouts de terre délaissés autour de la ville, comment ils ont dû, dans les quartiers ainsi créés, mener des luttes contre les menaces d'expulsions et de destruction. Tout cela dans une langue imagée, mélange de français et de créole qui peut dérouter mais qui est plein de richesse et de saveur.

(Ed. Gallimard - 120 F.)

Femme et son fils après la découverte du corps de son mari assassiné, Chypre, 1964.

Livre... à regarder

PHOTOGRAPHIES DE DON McCULLIN

Nous avons évoqué dans *L.O.* (n° 1299) l'exposition du photographe brésilien Sebastiao Salgado, intitulée *Workers*, qui vient d'être présentée au Palais de Tokyo à Paris. Fruit de six années d'enquête de par le monde, elle se voulait un hommage au travail de l'homme, celui des coupeurs de canne de Cuba, celui des métallurgistes d'Ukraine ou de Dunkerque, des ouvriers dans les usines de l'Inde ou ceux des abattoirs du Dakota, et bien d'autres. Elle donnait à voir l'exploitation des damnés de la Terre.

Un autre ensemble de photos de reportage de grande valeur est celui de l'Anglais Don McCullin, exposé précédemment à Arles et Paris, et qui le sera à Chambéry en novembre-décembre. Il a l'avantage, quand on ne peut pas voir les véritables photos dans leur grand format, d'être d'ores et déjà présenté dans l'un des petits livres de la collection Photo Poche.

Des quartiers pauvres d'Angleterre, où McCullin est lui-même né, aux nombreuses guerres dont il a été un témoin sur quelque trente ans, ses photos sont bien plus que de simples documents de presse. McCullin ne vise pas le sensationnel, mais à *"montrer l'injustice et la souffrance"*. Parlant de son itinéraire, il explique : *"J'étais de plus en plus révolté et je voulais montrer aux gens les horreurs de la guerre. Je pensais changer quelque chose. Bien entendu, cela n'a rien changé ..."*.

Néanmoins, ces images de cauchemar, qui plus est leur regroupement à travers le temps et l'espace, témoignent de la violence de notre époque d'une façon particulièrement impressionnante.

(Collection Photo Poche n° 53 - 50 F.)

Russie

L'homme de Kiev
de Bernard Malamud

Autour de la reconstitution romancée d'un procès qui, en 1913, illustra une forme d'utilisation politique du racisme, Malamud dresse le tableau de la Russie misérable et arriérée d'avant 1917.

(Collection Points/Roman.)

Voyage dans le temps

Le Parc Jurassique
de Michaël Crichton

Un richissime Américain crée un parc animalier un peu spécial : les animaux y seraient des dinosaures, bien vivants, recréés par le génie génétique. Comme on ne saurait tout prévoir, les choses vont très mal tourner ... Sur le thème pas mal éculé des dangers que la science ferait courir à l'humanité, et à condition de ne pas chercher de rigueur scientifique dans cette histoire, un roman qui, de catastrophe en catastrophe, retient plaisamment l'intérêt du lecteur.

(Ed. Robert Laffont - 120 F.)

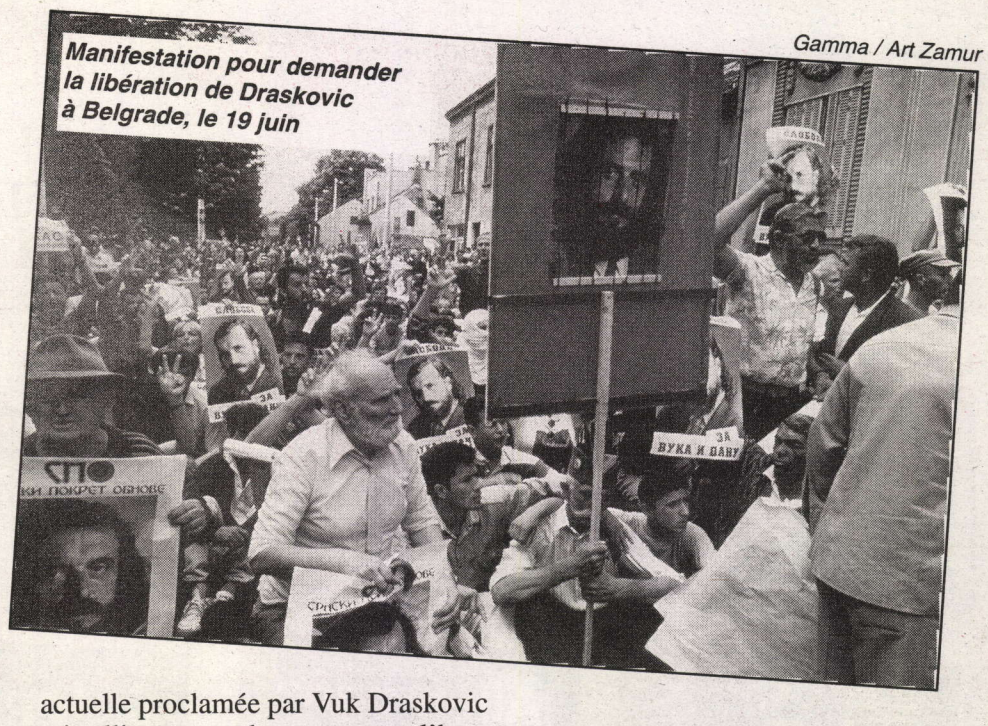
Le roman de monsieur de Molière
de Mikhaïl Boulgakov

Ecrit en 1932-1933, un court et néanmoins passionnant ouvrage qui montre un Molière à l'esprit indépendant, s'acharnant à s'attaquer à bon nombre de travers sociaux. Directeur de troupe également, partageant une même passion avec un petit groupe de comédiens.

(Collection Folio.)

Serbie

L'OPPOSANT DRASKOVIC MAINTENU EN PRISON



Manifestation pour demander la libération de Draskovic à Belgrade, le 19 juin

Gamma / Art Zamur

Tandis que les bombardements, sur Goradze et Sarajevo en particulier, continuaient, que des combats meurtriers se poursuivaient un peu partout en Bosnie, Danielle Mitterrand se rendait à Belgrade, le 5 juillet dernier, en tant que présidente de l'association "France-Libertés". Elle allait y jouer Madame-les-bons-offices — faisant au passage un petit coup de pub humanitaire à son président de mari — auprès du gouvernement de Slobodan Milosevic, en faveur de la libération de l'écrivain et opposant Vuk Draskovic et de son épouse. Sans succès.

Vuc Draskovic, président du parti d'opposition intitulé Mouvement du renouveau serbe (SPO), est emprisonné ainsi que sa femme depuis le 2 juin dernier. Ils sont accusés d'avoir *"pris la tête d'un rassemblement ayant tourné à la violence et entraîné mort d'homme"* dans le cadre de manifestations hostiles au régime en place. Une accusation qui semble totalement surréaliste, de la part des autorités serbes, car *" la violence ayant entraîné mort d'homme"*, Milosevic et sa clique sanglante en sont coutumiers, et à une tout autre échelle ! Tous deux ont subi de graves sévices au moment de leur arrestation, d'où la demande de Danielle Mitterrand de leur transfert en France afin d'y recevoir les soins adéquats. De son côté, afin de protester contre la décision du gouvernement de prolonger de deux mois, jusqu'au procès, sa détention, Vuk Draskovic a commencé, le 1er juillet, une grève de la faim.

La politique de Slobodan Milosevic — une guerre meurtrière qui n'en finit pas, avec l'embargo économique qui l'accompagne et son cortège de sacrifices imposés à la population — ne peut que devenir de plus en plus insupportable et lever contre elle des opposants de plus en plus nombreux et décidés. Dans ce contexte, l'hostilité à la guerre actuelle proclamée par Vuk Draskovic cristallise autour de sa personne l'hostilité au régime et en fait l'opposant le plus en vue. Et cela bien que cette "opposition" n'ait rien à céder aux autorités de Belgrade quant au nationalisme, Draskovic ayant au contraire bâti son image et son parti sur le terrain de l'ultranationalisme serbe...

En janvier 1992, au lendemain de la reconnaissance occidentale de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le parti de Draskovic estimait que *"la seule issue consiste désormais à demander la reconnaissance de la Serbie..."*. Lors des élections présidentielles de décembre 1992, Draskovic à la tête d'une coalition des partis d'opposition, soutenait avec enthousiasme le concurrent — finalement malheureux — de Milosevic, Milan Panic. Il faut rappeler que, quelques mois auparavant, ce Panic, un Américain d'origine serbe ayant fait fortune aux Etats-Unis, était revenu prendre la tête du gouvernement de la "nouvelle Yougoslavie", la fédération serbo-monténégrine, à la demande... de Milosevic lui-même. Ce qui ne gênait pas Draskovic pour présenter Panic, mué entre temps en opposant, comme l'espoir de la population serbe avec qui, une fois élu, *"on aurait 1 000 deutschemarks par mois au lieu de 1 000 tombes par semaine"*.

Aujourd'hui, alors que la répression de Milosevic renforce l'image d'opposant de Draskovic, ce dernier lance des appels à la modération à tous ses partisans. Ainsi, dans une lettre publiée dans un quotidien serbe d'opposition, et citée par *Libération* du 6 juillet, Vuk Draskovic annonçant sa grève de la faim et sa décision de se laisser mourir si sa femme et lui n'étaient pas libérés, suppliait : *"Ne manifestez pas dans la rue"* (10 000 personnes avaient réclamé quelques jours plus tôt sa libération avant d'être brutalement dispersées). Invoquant le Christ, il énonçait sa dernière volonté à l'égard de sa femme : *"Qu'elle ne s'occupe plus jamais de politique et qu'elle se contente de prendre soin, exclusivement, de la publication de mes livres, ici et à l'étranger"*...

Qu'un homme tenant un tel langage puisse passer pour un opposant dangereux à Milosevic démontre au moins une chose : l'importance de l'impopularité du régime de ce dernier. Quant à la population, elle n'a assurément rien de bon, ni de nouveau à attendre d'un Draskovic. En revanche, pour le gouvernement français, celui-ci représente une victime, mais surtout un opposant très mesuré à Milosevic et à sa politique, qui demain pourrait fort bien faire un très présentable successeur...

Lucienne PLAIN

Haïti

ARISTIDE-CÉDRAS UN ACCORD QUI NE RÉSOUDRA RIEN

A New York, sous l'égide de l'ONU, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide, chassé du pouvoir par un coup d'Etat en septembre 1991, et le général Cédras, chef de la junte militaire, sont parvenus à un accord début juillet. Ce document, signé en présence des représentants des USA, du Canada, de la France et du Vénézuela, prévoit le rétablissement progressif d'un semblant de démocratie, avec le départ de Cédras, la désignation d'un nouveau gouvernement et le retour en Haïti du président élu d'ici la fin octobre.

L'administration de Clinton se félicite de ce succès, qui reste cependant purement formel et diplomatique, destiné à faire oublier ses retournements vis-à-vis notamment des boat-people haïtiens repoussés ou réexpédiés systématiquement, comme du temps de Bush, vers leur pays d'origine.

En effet cet accord ne garantit pas grand-chose. Certes, sur le papier, il parle du retour de la démocratie et du président en Haïti. Mais rien ne prouve que dans les faits, il sera plus respecté par les putschistes que tous les accords du même type qui l'ont précédé.

Et quand bien même il le serait, il n'ouvre guère de perspectives à la population haïtienne. Car si le chef de l'armée, le général Cédras, a accepté de partir *"en retraite anticipée"*, il a insisté sur le fait *"qu'on ne toucherait à aucun membre des forces armées"*. Il lui revient d'ailleurs, selon cet accord, de désigner lui-même son successeur. C'est dire que même si Aristide revient, les officiers, soldats et supplétifs impliqués dans le coup d'Etat et la répression qui n'a cessé depuis, bénéficieront d'une amnistie.

Quant à cette armée, certains diplomates ont beau affirmer qu'elle coopérera *"pleinement à la réalisation d'une transition pacifique, vers une société démocratique, stable et durable"*, il faudrait être bien naïf pour le croire.

D'ailleurs la principale préoccupation des négociateurs, et des puissances qui ont veillé à la signature de cet accord a été le maintien en l'état des forces de répression. L'accord prévoit l'envoi sur place d'une force internationale, constituée de conseillers militaires américains, canadiens et français chargés de réformer l'armée et la police, mais c'est moins pour civiliser les soudards que par crainte d'explosions populaires que n'arriveraient pas forcément à contenir l'armée haïtienne.

C'est dire qu'Aristide, dont l'éventuel retour a été repoussé à la fin octobre, restera quoi qu'il arrive l'otage de la soldatesque. Quant à la population, avec ou sans Aristide, tant qu'elle restera désarmée aussi bien politiquement que militairement, elle n'aura que le choix de subir la misère extrême que lui imposent la bourgeoisie haïtienne et les puissances impérialistes.

Roger MEYNIER

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995